

Conséquences démographiques des deux conflits russo-tchéchènes

La Tchétchénie peut être analysée comme l'incarnation paroxystique de l'effondrement du système soviétique et de son organisation économique et sociale. Les deux guerres de Tchétchénie, qui incarnent à la fois la faillite du système des nationalités mis en place à l'époque soviétique et le manque de culture de dialogue politique face à l'expression du nationalisme tchéchène et à ses revendications, ont provoqué de nombreuses victimes, un exode massif des populations, la destruction de villes et de villages, l'effondrement de l'économie, la paupérisation des citoyens. Il est donc difficile d'imaginer à court terme une stabilité politique et économique ou la mise en place d'une société vivant totalement en sécurité, d'autant que le pouvoir russe freine la mise en place du statut économique de la république.

Moussa Basnoukaev

Moussa Basnoukaev est chargé de cours en économie à l'université de Grozny et doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris, France).

Juste avant l'effondrement de l'URSS, lors de la mise en œuvre des grandes transformations politiques, économiques et sociales, les entités fédérées de Russie dites « nationales » se sont lancées dans une « parade » des souverainetés. Cela a entraîné des tensions sociales et interethniques qui se sont transformées, dans les cas extrêmes, en conflits armés.

Dans le cas de la Tchétchénie, les gouvernements en place ont en quelque sorte

ethnalisé une partie des problèmes économiques et politiques, ce qui a contribué à éloigner les sociétés russe et tchéchène l'une de l'autre. Par conséquent, outre le nombre élevé de victimes liées aux deux guerres, la destruction des infrastructures économiques et sociales et l'absence de sécurité, cette situation a aussi causé des processus migratoires incontrôlés, et sérieusement fragilisé la démographie de certains groupes.

DES FLUX MIGRATOIRES DE GRANDE AMPLEUR

La république de Tchétchénie est apparue sur la carte du monde à la fin de 1991, un an après l'adoption de la déclaration de souveraineté de la république de Tchétchéno-Ingouchie. Après la déclaration d'indépendance de la Tchétchénie en octobre 1991, les deux composantes nationales de cette république bititulaire ont été séparées en deux républiques : la Tchétchénie, et l'Ingouchie qui, elle, affirmait son appartenance à la Fédération de Russie. Les frontières de ces deux républiques ne sont toujours pas totalement définies.

Les recensements de 1989 et de 2002 ont montré que sur l'ensemble de l'ex-espace soviétique, le Caucase du Nord faisait partie des régions les plus marquées par les flux migratoires. D'une part, on assistait à des déplacements de populations d'une « république nationale » à l'autre, tandis que des réfugiés arrivaient également d'autres Républiques post-soviétiques touchées par les conflits, en particulier du Caucase du Sud. Au Caucase du Nord, les territoires de Krasnodar, Stavropol et Rostov, régions « russes » du sud de la Russie, ont accueilli la majorité des russophones (Russes, Ukrainiens, Biélorusses) quittant la Tchétchénie, alors que, dans le même temps, elles rejetaient de leur territoire les populations allogènes, notamment des Tchétchènes.

Dans ces territoires, et particulièrement dans le *krai* (territoire) de Krasnodar, les relations interethniques sont marquées par une xénophobie très marquée des

populations locales, encouragée par les pouvoirs locaux. Les flux migratoires importants ont modifié la part des différents groupes ethniques du Caucase du Nord et ont renforcé les tensions dans une région multiethnique où l'on compte en moyenne 40 % de Russes ethniques.

Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, des vagues entières de migrants ont quitté la Tchétchénie, où par ailleurs le taux de mortalité a atteint un niveau non égalé depuis les déportations de 1944-1957. Entre l'effondrement de l'URSS et décembre 1994, date de l'éclatement du premier conflit, la majorité des non-Tchéchènes (Russes, Ukrainiens, Arméniens, Juifs¹) ont été contraints de quitter la république, et la Tchétchénie est devenue quasiment monoethnique.

Après le début de la première guerre, les Tchétchènes eux-mêmes ont dû partir se réfugier dans d'autres régions de Russie. Diverses sources font état d'un exode temporaire de près de 500 000 personnes au total. D'une part, les non-Tchéchènes quittaient définitivement le territoire tchéchène et obtenaient un statut de déplacés de l'intérieur, dans de nombreux « sujets » de la Fédération de Russie. D'autre part, les Tchétchènes obtenaient généralement un statut de réfugiés temporaires, dans les républiques voisines de la Tchétchénie où ils se réfugiaient en priorité : Daghestan, Ingouchie en particulier. De façon générale, les solidarités familiales ont joué un rôle déterminant dans la prise en charge de ces flux migratoires massifs, sur fond de carences de structures d'accueil et de prise en charge insuffisante par les pouvoirs publics.

¹ Juif est une catégorie ethnique en Russie, au même titre que Tchétchène ou Russe.

Avec le déclenchement de la deuxième guerre à l'automne 1999, la population, rentrée entre-temps en Tchétchénie dès les premières « accalmies » de 1995, a repris le chemin de l'exode, une large partie de cet exode se faisant vers l'Europe : d'après les sources existantes, entre 60 000 et 65 000 Tchétchènes seraient aujourd'hui réfugiés dans un État de l'Union européenne.

PERTES HUMAINES ?

D'après le dernier recensement soviétique de 1989, la population de Tchétchéno-Ingouchie s'élevait à 1 270 400 personnes (1 155 800 en 1979). En 1989, on comptait en tout 956 900 Tchétchènes dans toute l'URSS, dont 734 500 en Tchétchénie, 164 100 dans le reste de la Russie, 49 500 au Kazakhstan, 2 900 en Kirghizie, 1 800 en Ukraine, 1 000 en Ouzbékistan et 3 100 dans d'autres zones d'ex-URSS. D'après le recensement officiel de 2002, 1 571 000 individus vivent dans les frontières de ce qui fut la Tchétchéno-Ingouchie, dont 1 103 700 en République de Tchétchénie et 467 300 en République d'Ingouchie. De façon générale, les données ne peuvent être qu'approximatives, du fait notamment des deux guerres.

Certains experts considèrent qu'au cours des périodes 1994-1996 et 1999-2002, soit pendant les opérations militaires les plus massives, entre 150 000 et 200 000 personnes ont perdu la vie, soit près d'un cinquième de la population². En 2005, le président de l'Assemblée parlementaire de Tchétchénie a lui-même affirmé que le nombre de victimes civiles du conflit s'élevait à environ 160 000 personnes.

L'absence de statistiques crédibles sur le nombre et l'identité des victimes empêche de suivre avec précision les transformations démographiques de la République. Confronté au problème du dénombrement des victimes de la guerre russo-tchétchène, le chercheur A. Dzadziev inclut ces pertes humaines dans les flux migratoires et établit un solde migratoire négatif de 425 000 personnes entre les recensements de 1989 et de 2002. Pour la même période, il relève un solde migratoire négatif de l'ensemble des régions du Caucase du Nord de 233 000 individus.

Tout comme la déportation de 1944-1957, les deux conflits tchétchènes ont bouleversé la structure démographique du pays. Si on note en 2005 un accroissement naturel de la population lié à une forte natalité, à la différence de l'ensemble de la Russie qui traverse une profonde crise démographique, la structure de la population tchétchène est particulièrement inquiétante, en ce qui concerne certains groupes de population : force est de constater un déséquilibre saisissant dans la tranche d'âge des vingt-cinq à trente-neuf ans, où la population masculine est sensiblement inférieure à la population féminine, conséquence directe des deux guerres. Outre les décès liés directement aux conflits, d'autres causes de mortalité connaissent une véritable explosion : maladies du système sanguin, du système respiratoire, cancers, infarctus, tuberculose... Quant à la population des plus de cinquante-cinq ans, elle est également sous-représentée par rapport à la moyenne russe.

² Ioussoupov M., *Le recensement en Tchétchénie : dénombrement et identités*, Grozny, 2005, p. 6.

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Comme le note un rapport statistique de 2006³ sur le district fédéral du sud, cette région est dotée d'atouts, « forte densité de population, accès aux voies de communication vers le Sud, conditions et climatiques favorables ». Cependant, la prédominance du secteur agricole et les conflits armés ainsi que les tensions à caractère ethnique et religieux rendent les républiques du Caucase du Nord « largement dépendantes du budget fédéral, les flux dirigés vers elles représentant plus de 85 % des transferts aux régions. Les niveaux de chômage et de pauvreté y sont particulièrement importants⁴ ».

La signature d'accords de répartition de compétences entre le pouvoir central et les sujets de la Fédération au cours des années quatre-vingt n'a pas permis de réguler leurs relations. Parallèlement à cette tentative de délimitation des pouvoirs, le centre a adopté une série de programmes d'aide aux régions prenant en compte leurs difficultés économiques et sociales; le programme gouvernemental intitulé « Réformes structurelles et croissance économique pour 1997-2000 » accordait une place spécifique au Caucase du Nord⁵, mais ni les programmes adoptés ni les accords envisagés n'ont réglé les problèmes, l'absence de concertation, la criminalité et la corruption paralysant à l'époque la reconstruction.

La Tchétchénie n'a ainsi retrouvé dans l'entre-deux guerres ni stabilité politique ni prospérité économique, malgré l'accord de paix du 12 mai 1997 signé entre la Tchétchénie indépendantiste d'alors et

le pouvoir fédéral, et malgré toutes les autres conventions signées entre les gouvernements de Russie et de Tchétchénie.

PERSPECTIVES DE STABILISATION

La reconstruction récente reste très déséquilibrée, du fait de l'absence de reprise de la production industrielle, les industries n'ayant pas été reconstruites. L'économie tchéchène est essentiellement fondée actuellement sur le bâtiment, le commerce et localement l'extraction du pétrole. La question du statut économique de la république ne favorise pas la situation. Comme le dit le rapport de 2006 sur le district fédéral du Sud, « En raison de l'instabilité politique, des tensions sociales et interethniques, de la corruption, du sous-développement des infrastructures, de la difficulté à trouver du personnel qualifié, il est difficile d'espérer un afflux de capitaux privés dans le Caucase du Nord. Le gouvernement fédéral et les entreprises semi-publiques jouent un rôle déterminant dans les volumes existants d'investissements⁶ ».

Le nombre d'actifs s'élève aujourd'hui à seulement 121 600 personnes et le nombre de chômeurs enregistrés est de 332 700.

Une solution pourrait être la constitution d'une zone franche en Tchétchénie. Les zones dites « zones économiques libres » pourraient être financées par un crédit de long terme à taux zéro, accordé par la Russie sous garantie du gouvernement de la république de Tchétchénie, avec transfert aux autorités locales de la République de différentes compétences comme la ré-

³ « Le district fédéral du sud, 2005. Résultats socioéconomiques : matériaux d'information et d'analyse », *Rostovstat*, Rostov-sur-le-Don, 2006, p. 7.

⁴ *Idem.*

⁵ Prévisions à moyen terme du gouvernement de la Fédération de Russie « Réformes structurelles et croissance économique en 1997-2000 », Moscou, 1997.

⁶ « Le district fédéral du sud », 2005, op. cit., p. 22.

gulation des relations de propriété, l'établissement du budget, l'établissement et la levée des impôts, la mise en œuvre des politiques financière, monétaire, sociale, de crédit et de prix, l'activité économique extérieure. Sur la base d'accords spéciaux, un espace économique russo-tchéchène unique serait assuré, la Tchétchénie demeurant un sujet de la Fédération.

Cependant, poser ainsi les questions revient à poser une spécificité du statut de la Tchétchénie, ce qui risquerait d'entraîner le désaccord d'autres sujets de la Fédération de Russie. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas que la consolidation du pouvoir en Russie devienne un obstacle à une reprise de la croissance économique en Tchétchénie, ni à sa stabilisation politique. ■

Traduit du russe par Caroline Morange.